

# Économie politique de la LOLF

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Type de support : Volume

Titre(s) : Économie politique de la LOLF / [Conseil d'analyse économique] ; rapport Edward Arkwright, Christian de Boissieu, Jean-Hervé Lorenzi... [et autres] ; commentaire Philippe Herzog ; compléments André Barilari, Elie Cohen, François Ecalte... [et autres]

Auteur(s) : France Conseil d'analyse économique

Editeur, producteur : Paris : La Documentation française, 2007

Description matérielle : 1 volume (371 pages) : illustrations, graphiques ; 24 cm

Collection : Les Rapports du conseil d'analyse économique 65  
Les rapports du Conseil d'analyse économique 65

ISBN : 978-2-11-006635-0

EAN : 9782110066350

Appartient à la collection : Les Rapports du Conseil d'analyse économique 1284-0181 65  
Les rapports du Conseil d'analyse économique 65

Classification décimale Dewey : 336.1

Note sur le titre et les responsabilités : LOLF = Loi organique sur les lois de finances

Note sur les bibliographies et les index : Notes bibliographiques

Résumé ou extrait : La « loi organique sur les lois de finances » (LOLF), votée en 2001 a acquis le statut de texte refondateur du budget de l'État. Pour autant cette loi reste en souffrance d'une réelle analyse économique. Le rapport « Économie politique de la LOLF » ambitionne de progresser dans la réponse à ces questions. Les auteurs procèdent à un examen systématique d'un texte qui vise à « à substituer un fonctionnement managérial à un fonctionnement juridique ». S'agissant de l'amélioration de la gestion, la LOLF prévoit une budgétisation au premier euro et des dépenses regroupées par missions ou programmes recouvrant l'ensemble des politiques de l'État, placées sous l'autorité politique d'un ministre et l'autorité managériale d'un responsable de programme. La fongibilité des enveloppes à l'intérieur d'un même programme permet aux responsables une liberté de gestion dans la mise en œuvre des politiques dont ils ont la charge afin d'atteindre les objectifs qui sont annoncés et mesurés par des

indicateurs chiffrés. La LOLF constitue une avancée majeure : elle relève d'un mécanisme de révélation des préférences étatiques puisque, votés au premier euro, les crédits donnent une information directe du poids qui est attribué par le Parlement à la politique considérée. Les implications de la LOLF pour la gestion publique sont importantes : pratique de la performance, pression à la réorganisation administrative et transformation de la responsabilité des managers publics. Enfin, une série de dix-neuf propositions sont faites qui visent à améliorer le fonctionnement du dispositif. [Site du CAE]

Sujet - Auteur/Titre : France -- Loi organique 2001-692 du 1er août 2001

Sujet - Nom commun : Économie politique -- France  
Finances publiques -- Contrôle -- France -- 1990-2020  
Finances publiques -- France -- 1990-2020  
Budget -- Droit -- France -- 1990-2020